



Opération “Timber Sycamore” : la guerre secrète de la CIA en Syrie

Par [Maxime Chaix](#)

Mondialisation.ca, 25 janvier 2016

maximechaix.info

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

[Un article du New York Times](#) vient de dévoiler le nom de code de la [guerre secrète multinationale de la CIA en Syrie](#) : il s'agit de l'opération [Timber Sycamore](#), ce qui signifie « Bois de Platane ». En 1992, les chercheurs syriens Ibrahim Nahal et Adib Rahme avaient publié [une étude](#) selon laquelle, « [b]ien que la largeur des cernes soit influencée par les facteurs du milieu, le bois de Platane d'Orient peut être classé parmi les espèces à croissance relativement rapide par rapport au hêtre ou au chêne. » Les groupes rebelles [majoritairement jihadistes](#), qui ont proliféré en Syrie [à partir de l'été 2011](#), pourraient donc être considérés comme des « platanes d'Orient » du fait de leur « croissance rapide » – sans qu'un lien ne soit forcément établi entre le nom de code de cette opération clandestine de la CIA et ce phénomène biologique.

Essentiellement, le *New York Times* a révélé dans cet article que l'Arabie saoudite a financé à hauteur de « plusieurs milliards de dollars » la guerre secrète de la CIA en Syrie. D'autres contributeurs étatiques à cette campagne de l'Agence sont cités par ce journal. Il s'agit de la Turquie, de la Jordanie et du Qatar. Or, bien que le montant exact des contributions de chaque État impliqué dans ces opérations n'ait pas été dévoilé, le *Times* nous informe que l'Arabie saoudite en a été le principal financeur. D'après ce journal, « [l]es hauts responsables états-uniens n'ont pas révélé le montant de la contribution saoudienne, qui constitue de loin le principal financement étranger de ce programme de fourniture d'armes aux rebelles combattant les forces du Président Bachar el-Assad. Néanmoins, des estimations ont indiqué que le coût total des efforts de financement et d'entraînement [des rebelles] atteignait plusieurs milliards de dollars.

Le *Times* confirme ainsi les informations du *Washington Post*, [que j'avais analysées](#) quelques semaines avant les attentats du 13-Novembre. En effet, en juin 2015, ce quotidien révéla que la CIA avait « mené depuis 2013 contre le régime el-Assad “l'une [de ses] plus grandes opérations clandestines”, dont le financement annuel avoisine le milliard de dollars. D'après ce journal, cette intervention secrète (...) s'inscrit dans un “plus vaste effort de plusieurs milliards de dollars impliquant l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie”, c'est-à-dire les trois États [notoirement connus](#) pour soutenir les factions extrémistes en Syrie. » Grâce au *New York Times*, nous savons à présent que l'Arabie saoudite a été, « de loin », le principal soutien étatique de cette guerre secrète – notamment à travers l'achat massif et la livraison, par les services spéciaux saoudiens (GID), de [missiles antichars TOW](#) de marque Raytheon à des groupes affiliés à al-Qaïda, dont [l'Armée de la Conquête](#).

Toujours selon le *Times*, le chef de station de la CIA joue un rôle diplomatique plus

important que l'ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite. Ainsi, entre le GID et la CIA, « l'alliance reste solide, puisqu'elle est renforcée par une liaison entre maîtres-espions. Ministre de l'Intérieur saoudien, le prince Mohammed ben Nayef a succédé au prince Bandar dans l'approvisionnement en armes des rebelles [en Syrie]. Il connaît l'actuel directeur de la CIA John O. Brennan depuis l'époque où ce dernier était le chef de station de l'Agence à Riyad dans les années 1990. D'anciens collègues ont déclaré que ces deux hommes étaient restés proches (...) Le poste occupé autrefois par M. Brennan à Riyad est, bien plus que celui de l'ambassadeur US, le véritable lien entre le pouvoir états-unien et le royaume [des Saoud]. D'anciens diplomates se souviennent que les discussions les plus importantes ont été systématiquement menées via le chef de station de la CIA [dans la capitale saoudienne]. »

Ces informations du *New York Times* renforcent la notion d'« État profond supranational » liant les hauts responsables des services spéciaux des États-Unis et de l'Arabie saoudite, ce qu'explique Peter Dale Scott [dans son dernier livre](#). Ainsi, cet auteur démontre que les relations états-uno-saoudiennes constituent une véritable « boîte noire » :

« Dans les années 1980, William Casey, le directeur de la CIA, prit des décisions cruciales dans la conduite de la guerre secrète en Afghanistan. Toutefois, celles-ci furent élaborées hors du cadre bureaucratique de l'Agence, ayant été préparées avec les directeurs des services de renseignement saoudiens - d'abord Kamal Adham puis le prince Turki ben Fayçal. Parmi ces décisions, nous pouvons citer la création d'une légion étrangère chargée d'aider les moudjahidines afghans à combattre les Soviétiques. En clair, il s'agit de la mise en place d'un réseau de soutien opérationnel connu sous le nom d'al-Qaïda depuis la fin de cette guerre entre l'URSS et l'Afghanistan. Casey mit au point les détails de ce plan avec les deux chefs des services secrets saoudiens, ainsi qu'avec le directeur de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), la banque pakistano-saoudienne dont Kamal Adham et Turki ben Fayçal étaient tous deux actionnaires.

Ce faisant, Casey dirigeait alors une deuxième Agence, ou une CIA hors canaux, construisant avec les Saoudiens la future al-Qaïda au Pakistan, alors que la hiérarchie officielle de l'Agence à Langley "pensait que c'était imprudent". Dans [La Machine de guerre américaine](#), j'ai situé le Safari Club et la BCCI dans une succession d'accords conclus dans le cadre d'une "CIA alternative" ou d'une "deuxième CIA", datant de la création en 1948 du Bureau de Coordination Politique (OPC pour Office of Policy Coordination). Ainsi, il est compréhensible que George Tenet, le directeur de la CIA sous George W. Bush, ait suivi le précédent de [William] Casey [, le directeur de l'Agence sous Reagan,] en rencontrant une fois par mois environ le prince Bandar, l'ambassadeur d'Arabie saoudite aux États-Unis - mais sans révéler le contenu de leurs discussions aux officiers de la CIA chargés des questions saoudiennes. »

Dans l'article du *Times*, le prince Bandar est présenté comme le principal architecte de cette politique de soutien à la rébellion en Syrie. En effet, ce journal confirme que « [l]es efforts saoudiens furent dirigés par le flamboyant prince Bandar ben Sultan, qui était alors le chef des services secrets [du royaume, et] qui demanda aux espions saoudiens d'acheter des milliers [de mitrailleuses] AK-47 et des millions de munitions en Europe de l'Est pour les rebelles [en Syrie]. La CIA a facilité certains de ces achats d'armements pour les Saoudiens, dont un vaste deal avec la Croatie en 2012. Durant l'été de cette même année, ces opérations semblaient hors de contrôle à la frontière entre la Turquie et la Syrie, les nations du Golfe transmettant de l'argent et des armes à des factions rebelles - y compris à des

groupes dont les hauts responsables états-uniens craignaient qu'ils soient liés à des organisations extrémistes comme al-Qaïda. »

Ainsi, la guerre secrète de la CIA et de ses partenaires étrangers en Syrie a [fortement encouragé](#) la montée en puissance de Daech, que le Pentagone et ses alliés bombardent depuis septembre 2014 [sans grande efficacité](#), le tout sur fond de [polémiques](#). À partir de juillet 2012, à travers les politiques profondes du prince Bandar, les « platanes » jihadistes en Syrie ont connu une « croissance relativement rapide », avec le soutien actif de la CIA et de ses partenaires. Or, Bandar est si proche de l'Agence que l'on ne peut réellement dissocier ses actions clandestines de celles des services spéciaux états-uniens, du moins lorsqu'il était ambassadeur de l'Arabie saoudite à Washington (1983-2005) puis directeur des renseignements saoudiens (2012-2014). Dix jours avant les attentats du 13-Novembre, j'avais publié un article intitulé « [La guerre secrète multinationale de la CIA en Syrie](#) », dans lequel j'écrivais :

« [E]n juillet 2012, le prince Bandar était nommé à la tête des services spéciaux saoudiens, ce qui avait été analysé par la plupart des experts comme un signe de [durcissement](#) de la politique syrienne de l'Arabie saoudite. Surnommé "Bandar Bush" du fait de sa proximité avec la dynastie présidentielle du même nom, il était ambassadeur à Washington à l'époque des attaques du 11-Septembre. Depuis plusieurs années, cet homme [intimement lié à la CIA](#) est accusé par [l'ancien sénateur de Floride](#) d'avoir soutenu certains des pirates de l'air désignés coupables de ces attentats. Jusqu'à ce qu'il soit poussé vers la sortie en avril 2014, le Guardian [souligna que](#) "Bandar avait dirigé les efforts saoudiens visant à mieux coordonner les livraisons d'armes aux rebelles combattant el-Assad en Syrie. Néanmoins, il a été critiqué pour avoir soutenu des groupes islamistes extrémistes, risquant ainsi le même "retour de bâton" que celui des combattants saoudiens d'Oussama ben Laden rentrant au pays après le jihad contre les Soviétiques en Afghanistan dans les années 1980 - une guerre sainte qui avait été autorisée officiellement. (...) En 2014, un parlementaire états-unien [avait déclaré](#) sous couvert d'anonymat que la CIA était "bien consciente que de nombreuses armes fournies [par l'Agence] avaient terminé dans de mauvaises mains." En octobre 2015, l'éminent expert de la Syrie Joshua Landis [affirma qu'](#)"entre 60 et 80 % des armes que les États-Unis ont introduites [dans ce pays] sont allées à al-Qaïda et les groupes qui lui sont affiliés" ».

En d'autres termes, la CIA et ses alliés turcs et pétromonarchiques ont grandement favorisé la montée en puissance de ces groupes extrémistes en Syrie, dont al-Qaïda et Daech. Pour autant, cette politique profonde multinationale fut-elle délibérément choisie par la Maison Blanche ? La réponse à cette question n'est pas évidente. Comme je l'avais souligné [en août 2015](#), l'ancien directeur du Renseignement militaire du Pentagone (DIA) Michael Flynn avait dénoncé sur Al-Jazeera l'irrationalité stupéfiante de la Maison Blanche sur le dossier syrien. À cette occasion, il révéla que les responsables de l'administration Obama avaient pris la « décision délibérée » de « faire ce qu'ils font en Syrie » ; en d'autres termes, ils auraient choisi de soutenir des milices anti-Assad que la DIA décrivait à partir de 2012 comme noyautées et dominées par des forces jihadistes. Dès cette année-là, Flynn et son agence informèrent la Maison Blanche du risque de voir émerger un « État Islamique » entre l'Irak et la Syrie du fait du soutien occidental, turc et pétromonarchique à cette rébellion.

Afin de clarifier ses propos, il a ensuite expliqué à un [journal russe](#) que le gouvernement des États-Unis avait soutenu jusqu'à présent « une telle diversité de factions [anti-Assad qu'] il

est impossible de comprendre qui est qui, et qui travaille avec qui. La composition de l'opposition armée syrienne, de plus en plus complexe, a rendu toute identification considérablement plus difficile. Pour cette raison, (...) du point de vue des intérêts américains, nous devons (...) prendre du recul et soumettre notre stratégie à un examen critique. À cause de la possibilité, très réelle, que nous soutenions des forces liées à État islamique (...), en même temps que d'autres forces anti-Assad en Syrie. » Selon le général Flynn, lorsqu'il dirigeait la DIA au Pentagone, cette agence recensait « autour de 1 200 groupes belligérants [en Syrie]. » De ce fait, le général Flynn pense « vraiment que personne, y compris la Russie, n'a une compréhension claire de ce à quoi nous avons affaire là-bas, mais sur le plan tactique, c'est vraiment très important de le comprendre. Une vision unilatérale de la situation en Syrie et en Irak serait une erreur. »

À cette complexité du terrain s'ajoute le traditionnel mode opératoire de l'Agence, qui est celui du « déni plausible » visant à dédouaner le gouvernement des États-Unis de toute action criminelle en ayant recours à des agents privés et/ou étrangers. Dans [mon article](#) sur la guerre secrète de la CIA en Syrie, j'avais souligné que

« [I]e caractère multinational des opérations anti-Assad a aussi été une source majeure de confusion. Tout d'abord, bien que de nombreux services occidentaux et moyen-orientaux aient été conjointement impliqués dans ce conflit, il reste difficile de penser cette guerre secrète sous un angle multinational. En effet, les médias et les spécialistes ont eu tendance à dissocier les politiques syriennes des différents États clandestinement engagés dans la déstabilisation de la Syrie. Il est vrai que le renoncement des États-Unis à intervenir directement a suscité de [vives tensions diplomatiques](#) avec la Turquie et l'Arabie saoudite. Par ailleurs, l'hostilité du roi Abdallah à l'égard des Frères musulmans a engendré des dissensions majeures entre, d'un côté, le royaume saoudien et, de l'autre, le Qatar et la Turquie - ces tensions s'étant atténuées [après l'intronisation du roi Salmane](#) en janvier 2015.

Du fait de ces divergences, les politiques syriennes des États hostiles au régime el-Assad ont été trop peu analysées sous leur angle multinational. Plus exactement, les opérations occidentales ont été dissociées de celles des pays moyen-orientaux. Or, les services spéciaux de ces différents États ont mené jusqu'à présent des actions communes et coordonnées, dans l'opacité abyssale de la classification. En janvier 2012, la CIA et le MI6 ont lancé des [opérations clandestines](#) d'approvisionnement en armes des rebelles entre la Libye, la Turquie et la Syrie, avec de l'aide et des financements turcs, saoudiens et qataris. (...) [I]l s'est avéré que ces armements ont été livrés "[presque exclusivement](#)" à des factions jihadistes, selon le parlementaire britannique Lord Ashdown. D'après le grand reporter [Seymour Hersh](#), "[I]'implication du MI6 a permis à la CIA de se soustraire à la loi en classant sa mission comme une opération de liaison." Les actions de l'Agence en Syrie sont-elles mieux contrôlées aujourd'hui ? La question reste ouverte, mais la doctrine du "déni plausible" traditionnellement mise en œuvre par la CIA pourrait être un élément de réponse.

(...) Même si ce mode opératoire tend à brouiller les pistes, le rôle central de la CIA dans cette guerre secrète multinationale [en Syrie] ne fait plus de doute. En octobre 2015, le New York Times [expliqua](#) que "[I]es missiles antichars TOW de fabrication américaine ont fait leur apparition dans la région en 2013, à travers un programme clandestin [de la CIA] mené par les États-Unis, l'Arabie saoudite et d'autres alliés. Celui-ci vise à aider des groupes d'insurgés "sélectionnés" par l'Agence à combattre le gouvernement syrien. Ces armes sont livrées sur le terrain par des alliés des Américains, mais les États-Unis approuvent leur destination. (...) Des commandants rebelles ont éclaté de rire lorsqu'on les a questionnés sur la livraison de 500 TOW en

provenance d'Arabie saoudite, déclarant qu'il s'agissait d'un nombre ridicule comparé à ce qui est réellement disponible. En 2013, l'Arabie saoudite a commandé [à Washington] plus de 13 000 [TOW].”

(...) À la suite de l'entrée en guerre de la Russie, un ancien conseiller du Pentagone [a confirmé](#) au Washington Post que le recours à des partenaires étrangers impliquait le “déli plausible”, ce qui permet de couvrir les opérations de la CIA en Syrie : “Fabriqués par Raytheon, les missiles [TOW] proviennent principalement des stocks du gouvernement saoudien, qui en avait acheté 13,795 en 2013 (...) Puisque les accords de vente nécessitent que l'acheteur informe les États-Unis de leur destination finale, l'approbation [de Washington] est implicite, selon Shahbandar, un ancien conseiller du Pentagone. D'après lui, aucune décision n'est requise de la part de l'administration Obama pour que ce programme puisse continuer. “Il n'y a pas besoin d'un feu vert américain. Un feu orange est suffisant”. “Il s'agit d'un [programme] clandestin et il peut techniquement être démenti, mais c'est le propre des guerres par procuration.”” Ainsi, la doctrine du “déli plausible”, qui implique des tierces parties sur lesquelles on peut rejeter la faute, semble expliquer pourquoi le rôle de la CIA et de ses alliés occidentaux dans cette guerre secrète est [à ce point] refoulé, déformé ou minimisé. »

Dans cet article, j'ajoutais que, « [c]ontrairement au mythe de l'“inaction” [militaire] occidentale contre le régime de Bachar el-Assad, la CIA a été massivement impliquée en Syrie, dans le cadre d'une intervention clandestine subventionnée par des budgets classifiés, mais également étrangers. Or, ces financements extérieurs et les milliards de dollars qu'ils mobilisent ne sont pas supervisés par le Congrès US, cette institution n'ayant pas le pouvoir d'exercer son contrôle [sur des politiques ou des budgets étrangers](#). » En se basant sur les déclarations d'un parlementaire états-unien, le *New York Times* vient de confirmer cette absence de transparence due au recours à des financements étrangers :

« Tandis que l'administration Obama voyait cette coalition comme un argument séduisant pour le Congrès, certains parlementaires, comme le sénateur Ron Wyden – un Démocrate de l'Oregon –, ont demandé pourquoi la CIA avait besoin de l'argent saoudien pour financer cette opération, selon un ancien officiel états-unien. M. Wyden a refusé de répondre à nos questions, mais son équipe a publié une déclaration exigeant une plus grande transparence : “Des hauts responsables ont déclaré que les États-Unis sont en train de renforcer les capacités militaires opérationnelles de l'opposition anti-Assad. Or, les citoyens n'ont pas été informés sur les modalités de cette politique impliquant des agences états-uniennes, ou des partenaires étrangers avec lesquels ces institutions coopèrent. »

À l'aune des révélations du *New York Times* sur l'opération *Bois de Platane*, et sachant que le soutien de la CIA et de ses alliés en faveur d'al-Qaïda en Syrie est dorénavant [de notoriété publique](#) – y compris [en France](#) –, il est indispensable que les citoyens occidentaux demandent des comptes [à leurs parlementaires](#). Comme l'avait courageusement dénoncé la parlementaire états-unienne [Tulsi Gabbard](#) trois semaines avant les attentats du 13-Novembre, « des armements US vont dans les mains de nos ennemis, al-Qaïda et ces autres groupes, des groupes islamistes extrémistes qui sont nos ennemis jurés. Ce sont des groupes qui nous ont attaqués le 11-Septembre, et nous étions censés chercher à les vaincre, mais pourtant nous les soutenons avec ces armes pour renverser le gouvernement syrien. (...) Je ne veux pas que le gouvernement des États-Unis fournisse des armes à al-Qaïda, à des islamistes extrémistes, à nos ennemis. Je pense que c'est un concept très simple : vous ne pouvez vaincre vos ennemis si, en même temps, vous les armez et vous les

aidez ! C'est absolument insensé pour moi. » Il est donc urgent que les puissances occidentales élaborent et mettent en oeuvre des politiques plus [rationnelles et pragmatiques](#) afin de lutter efficacement contre le terrorisme, sans quoi cette forêt de « platanes » continuera de s'étendre dangereusement.

Maxime Chaix

Photo : Logo de la CIA dans l'entrée de son siège à Langley (Virginie)

La source originale de cet article est [maximechaix.info](#)

Copyright © [Maxime Chaix](#), [maximechaix.info](#), 2016

Articles Par : [Maxime Chaix](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca